

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Érythrée/Situation du  
patriarche de l'Église orthodoxe -  
Commerce international/ Boeing/  
Airbus/ Publication des conclusions  
du panel de l'OMC -  
Cameroun/Visite à Paris de l'école  
supérieure internationale de guerre  
de Yaoundé - Balkans  
occidentaux/Conférence scientifique  
dans le cadre du «processus de  
Berlin» - Libye - Russie -  
Royaume-Uni - Syrie - États-Unis -  
Qatar**

(Paris, 13 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Érythrée - Situation du patriarche de l'Église orthodoxe**

La France est vivement préoccupée par le maintien en résidence surveillée, depuis dix ans désormais, du patriarche de l'Église orthodoxe d'Érythrée, Sa Béatitude Aboune Antonios. Nous déplorons que celui-ci, âgé de 89 ans, n'ait en outre pas accès aux soins médicaux dont il a besoin.

Nous appelons à sa libération.

Cette situation illustre la violation grave et persistante par les autorités érythréennes de la liberté de religion ou de conviction et des libertés fondamentales.

La France rappelle son attachement à la liberté de religion ou de conviction, ainsi qu'à la liberté d'opinion et d'expression. Elle appelle les autorités érythréennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les engagements internationaux auxquels elles ont librement souscrits.

**2 - Commerce international - Boeing/Airbus - Publication des conclusions du panel de l'OMC  
(9 juin 2017)**

La France a pris note des conclusions du rapport du panel de l'organisation mondiale du commerce publié le 9 juin. L'OMC y confirme que les États-Unis et Boeing n'ont pris aucune mesure pour retirer des subventions prohibées et que des subventions supplémentaires ont été accordées malgré la décision initiale de l'OMC en 2012.

Ces subventions accordées à Boeing constituent une entrave avérée aux règles de concurrence équitable. Elles ont fortement affecté le marché mondial des avions commerciaux et porté gravement préjudice à Airbus. Leur retrait est donc nécessaire.

La défense des intérêts industriels et commerciaux de nos entreprises constitue une priorité de l'action diplomatique.

3 - Cameroun - Visite à Paris de l'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé (13 juin 2017)

Pour la première fois depuis sa création en 2005, l'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé sera reçue aujourd'hui au ministère de l'Europe et des affaires étrangères à l'occasion de son voyage d'étude annuel.

Issue d'un partenariat entre la France et le Cameroun, cette école vise à former les cadres de haut niveau des armées africaines dans le domaine de l'enseignement militaire supérieur du deuxième degré. Elle dispose d'une renommée internationale grâce à la reconnaissance de son diplôme et son équivalence avec l'école de guerre de Paris. Elle a également obtenu le label de centre d'excellence de la communauté économique des États d'Afrique centrale.

La 12ème promotion est composée de 62 stagiaires, représentant 21 nationalités.

4 - Balkans occidentaux - Conférence scientifique dans le cadre du «processus de Berlin» (Paris, 14-16 juin 2017)

La France accueille du 14 au 16 juin à Paris la 3ème conférence scientifique du «processus de Berlin pour les Balkans occidentaux», sous la présidence de l'Académie des sciences de l'Institut de France.

La conférence rassemble les représentants des académies des sciences des six pays des Balkans occidentaux (Albanie, ARYM, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Serbie) et de plusieurs États membres de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Croatie, France, Slovénie et Royaume-Uni) ainsi que plusieurs universités et centres de recherche. Elle a pour objectif de soutenir le renforcement des échanges scientifiques, en plaçant la jeunesse au cœur de la stratégie de développement de la région.

Les participants feront des propositions pour soutenir la création de laboratoires de recherche

d'excellence dans les pays des Balkans occidentaux en partenariat avec des laboratoires européens.

## 5 - Libye

Q - La «disparition» de M. Sayf al-Islam Kadhafi vous inquiète-t-elle dans le contexte actuel de tensions ?

R - La France a toujours estimé que M. Sayf al-Islam Kadhafi devait assumer ses responsabilités devant la justice et maintient cette demande.

## 6 - Russie

Q - Quelle est votre réaction face aux arrestations massives d'opposants en Russie ?

R - Comme l'Union européenne l'a indiqué, nous attendons des autorités russes qu'elles respectent les engagements auxquels elles ont librement souscrit, notamment dans le cadre du conseil de l'Europe et de l'OSCE, sur les libertés d'expression, d'association et de manifestation.

Nous appelons à la libération sans délai des manifestants interpellés.

## 7 - Royaume-Uni

Q - Le ministre britannique du Brexit a hier indiqué que les négociations ne pourraient pas débuter le 19 juin suite aux résultats de l'élection. Est-ce que Paris souhaite repousser la date des négociations ?

R - Comme l'a répété M. Michel Barnier, négociateur en chef chargé de la préparation et de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni, l'Union européenne est prête à commencer les négociations dès que la partie britannique le sera elle-même.

Avec les orientations adoptées le 29 avril et le mandat adopté le 22 mai, les 27 États membres sont convenus d'une position claire tant sur le calendrier que sur les objectifs de la négociation. Il revient à la Commission européenne de mener à bien ces discussions.

## 8 - Syrie

Q - La coopération avec Moscou annoncée par le président Macron a-t-elle commencé à se mettre en place, en particulier le groupe de travail franco-russe ?

R - Le dialogue avec la Russie sur la Syrie est constant. Les échanges de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue russe se poursuivront dans les prochains jours.

Q - Est-ce que Paris estime que Bachar al-Assad et Daech sont les deux faces d'une «même médaille» ?

R - La lutte contre le terrorisme constitue la priorité de la France.

Aux côtés de nos partenaires de la coalition internationale, nous poursuivons ainsi nos opérations en vue de reprendre Raqqa et de défaire Daech en Syrie.

Seule la mise en place d'une transition démocratique négociée, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies, permettra de mettre un terme au conflit syrien, de vaincre le terrorisme et d'assurer le retour volontaire et durable des réfugiés et des déplacés internes.

## 9 - États-Unis

Q - Craignez-vous que les États-Unis baissent leur financement aux agences de l'ONU y compris pour les missions de maintien de la paix au Sahel ?

R - Nous suivons avec attention le débat qui s'est engagé aux États-Unis sur le budget des Nations unies et le financement du maintien de la paix.

Les États-Unis sont un acteur essentiel du maintien de la paix et un partenaire important pour la France, avec lequel nous partageons des intérêts et des valeurs. Nous poursuivrons notre étroite collaboration au sein des enceintes des Nations unies.

## 10 - Qatar

Q - Estimez-vous que les mesures économiques imposées sur le Qatar par ses pays voisins devraient être allégées ?

R - La France entretient avec chacun des États arabes du Golfe des relations étroites. Elle est convaincue qu'il leur appartient de trouver ensemble une issue à la crise actuelle.

La France compte sur chacun de ses partenaires dans la région pour lutter efficacement contre le terrorisme. Nous sommes donc attachés à l'entente entre les pays arabes du Golfe pour y parvenir.

Nous soutenons les efforts du Koweït pour créer les conditions d'un apaisement des tensions et appelons l'ensemble des parties à faire les gestes nécessaires à cette fin. Nous souhaitons que ne soit prise aucune mesure portant préjudice aux populations./.